

## Question 2 : Quelle est la place de l'Union européenne dans l'économie globale ?

### Objectifs :

- Expliquer les déterminants de l'intégration commerciale et monétaire européenne.
- Expliquer que cette intégration est une expérience originale.
- Expliquer que l'union monétaire a une importance particulière dans le contexte monétaire et financier international.
- Expliquer que l'union monétaire renforce les interdépendances entre les politiques macroéconomiques des États membres.
- Expliquer les difficultés de la coordination des politiques économiques dans l'Union européenne.

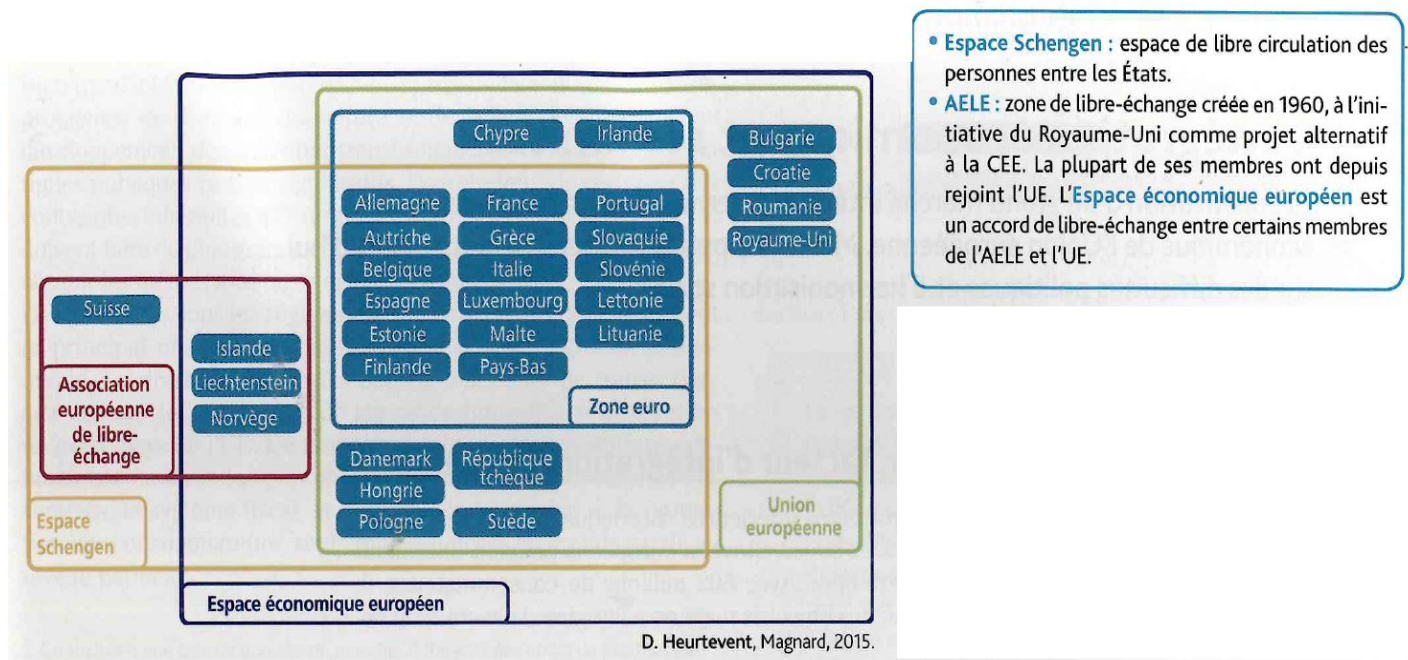
### Notions à connaître :

Acquis de première : **banque centrale, politique budgétaire, politique monétaire, politique conjoncturelle.**

- Intégration économique régionale
- Zone de libre échange
- Union douanière
- Marché commun
- **Union économique et monétaire**
- Union politique
- **Euro**
- Taux directeur
- Politique mixte (policy mix)
- Interdépendance économique
- Critères de Maastricht
- Pacte de stabilité et de croissances
- Politique par la règle
- Politique discrétionnaires
- Convergence / Divergence
- Dévaluation compétitive
- Choc asymétrique

### Introduction : distinguer l'Union européenne de la zone euro.

Document 1 : une intégration à géométrie variable.



1) Tout les pays de l'Union européenne participent-ils à la zone euro ?

### Citation :

« Nos pays sont devenus trop petits pour le monde actuel, à l'échelle des moyens techniques modernes, à la mesure de l'Amérique et de la Russie d'aujourd'hui, de la Chine et de l'Inde de demain. L'unité des peuples européens, réunis dans les États-Unis d'Europe, est le moyen de relever leur niveau de vie et de maintenir la paix. »

Jean Monnet, novembre 1954

**I] L'Union Européenne est une expérience d'intégration économique, monétaire et politique singulière.**

## A) L'Union européenne : un projet économique et politique.

*Document 2 : l'évolution de l'UE: du projet originel à aujourd'hui.*

L'Union européenne (UE) est un partenariat économique et politique unique entre 27 pays européens qui, ensemble, couvrent la plus grande partie du continent. La construction européenne a fait ses premiers pas au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Son premier objectif était de renforcer la coopération économique, en partant du principe que les pays liés par des échanges commerciaux deviennent économiquement interdépendants, et sont donc moins enclins à entrer en conflit. La Communauté économique européenne (CEE) a donc été créée en 1958, instaurant une coopération économique de plus en plus étroite entre six pays : l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Depuis, un immense marché unique a vu le jour, qui continue à se développer pour donner toute sa mesure.

Et ce qui avait débuté comme une union purement économique s'est transformé en un partenariat portant sur tous les domaines, depuis l'aide au développement jusqu'à l'environnement. Pour refléter ce changement, la CEE a changé de nom et est devenue l'Union européenne (UE) en 1993.

Facteur de paix, de stabilité et de prospérité depuis plus d'un demi-siècle, l'Union européenne a contribué à élever le niveau de vie des Européens et donné naissance à une monnaie unique, l'euro. Grâce à la suppression des contrôles aux frontières entre les pays de l'UE, il est aujourd'hui possible de circuler librement sur presque tout le continent. Il est également devenu beaucoup plus facile de vivre et travailler dans un autre pays de l'UE. Le marché unique, qui permet la libre circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes, est le principal moteur de l'économie européenne. Un autre des grands objectifs de l'UE est de développer cette immense ressource afin de garantir que les Européens en bénéficient pleinement.

Site officiel de l'Union Européenne : [http://europa.eu/about-eu/basic-information/index\\_fr.htm](http://europa.eu/about-eu/basic-information/index_fr.htm)

2) Relevez les trois grandes étapes de la construction européenne, en repérant leur logique principale.

*Document 3 : les différents niveaux de l'intégration économique et sociale.*

L'économiste hongrois Béla Balassa, dans *The theory of economic integration* (1961) a distingué 5 étapes dans le processus d'intégration économique régionale :

- la *zone de libre-échange* : les obstacles, tarifaires et non tarifaires, à l'échange sont supprimés entre les pays membres. La réglementation des échanges de produits avec le reste du monde reste du ressort des politiques commerciales nationales ;
- l'*union douanière* : en plus de la zone de libre-échange, les pays membres adoptent un tarif extérieur commun à l'égard du reste du monde ;
- le *marché commun* : en plus de l'union douanière, les facteurs de production (capital, travail) circulent librement au sein de l'union douanière ;
- l'*union économique et monétaire* : en plus du marché commun, les États membres coordonnent et harmonisent leurs politiques économiques et adoptent une monnaie unique.
- l'*union politique* : les politiques économiques des États membres sont totalement unifiées, ainsi qu'en ce qui concerne les affaires étrangères et la défense.

3) Quel niveau d'intégration les pays de l'Union européenne ont-ils atteint aujourd'hui ? Et la zone euro ?

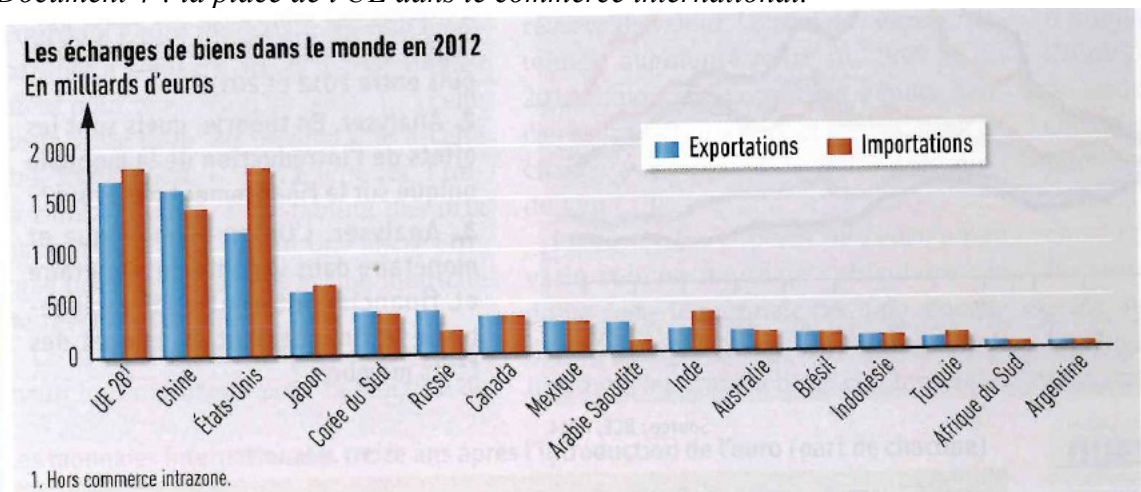
*Tableau récapitulatif des grandes étapes de la construction européenne.*

1951	<b>Traité de Paris</b> : CECA (communauté européenne du charbon et de l'acier).
1957	<b>Traité de Rome</b> : Création de la CEE, sous la forme d'une <i>union douanière</i> , c'est-à-dire droits de douanes uniformisés à la baisse, tarifs extérieurs communs. 6 pays fondateurs : Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas
1962	Début de la Politique agricole commune (PAC). Niveau commun des prix des produits agricoles + contrôle des prix, subventions agricoles pour moderniser et développer l'agriculture en Europe.
1972	Création du <b>serpent monétaire européen</b> pour limiter les fluctuations des monnaies européennes entre elles.

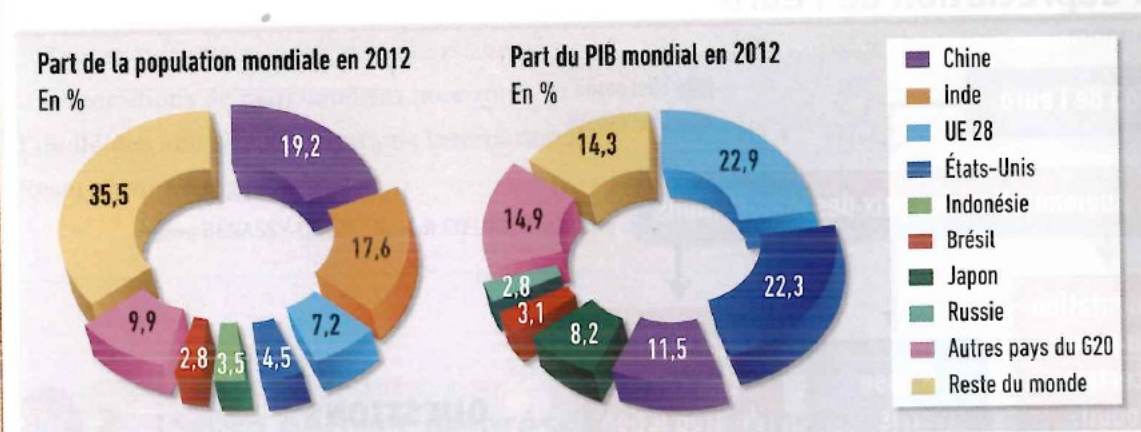
1979	Création du <b>Système Monétaire européen (SME)</b> qui permet d'encadrer les fluctuations des différentes monnaies autour d'un cours monétaire de référence, l'ECU, qui fait office de pivot de référence, mais qui ne constitue en rien une monnaie commune.
1986	Signature de l' <b>Acte unique européen</b> qui crée le <i>marché unique</i> , c'est-à-dire une unification dans la circulation des biens, des services et des capitaux, le marché unique entrera en vigueur en 1993.
1990	Convention de <b>Schengen</b> : libre circulation des personnes entre la France, l'Allemagne et le Benelux
1992	Signature du <b>Traité de Maastricht</b> qui crée l'Union économique et monétaire (UEM) et définit des critères de convergence pour entrer dans l'UEM). Critères de convergence : Inflation faible et contenue (inférieure à 2 %), déficit public inférieure 3% du PIB, dette publique inférieure 60% du PIB.
1998	<b>Création de l'euro et de la Banque centrale européenne (BCE)</b>
2002	Mise en circulation des pièces et billets d'euros.
2010	Création du <b>FESF</b> (fond de secours aux pays en difficultés financières) et du <b>MES</b> (mécanisme européen de stabilité) entré en vigueur en 2012 suite à la crise des <i>Subprimes</i> .
2012	<b>Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) ou Pacte budgétaire européen.</b> Ne s'applique qu'aux pays de la zone euro. Instauration de contraintes budgétaires fortes (équilibre ou excédent budgétaire, appelée « règle d'or ») en échange de la solidarité du MES.

## B) La place de l'Union européenne dans l'économie mondiale.

Document 4 : la place de l'UE dans le commerce international.



Source : Eurostat, 2014.



Source : Eurostat, 2014.

4) Relevez les données qui vous semblent pertinentes pour démontrer que l'UE est la première puissance commerciale.



## II] Les effets du marché unique européen et de l'union monétaire et économique de la zone euro.

### A) Le marché commun permet une augmentation des échanges et la croissance économique.

*Document 5 : les bénéfices du marché commun.*

La Commission [européenne] estime que le Marché unique a créé 2,5 millions d'emplois depuis 1993 et généré plus de 800 milliards d'euros de richesse supplémentaire. L'ouverture des marchés nationaux de l'Union à la concurrence s'est le plus souvent accompagnée d'une importante, voire spectaculaire, baisse des prix. C'est le cas par exemple des appels téléphoniques ou du transport aérien. En même temps, les consommateurs ont pu bénéficier d'une plus grande diversité de produits.

Les entreprises profitent d'un marché intérieur de 500 millions de consommateurs environ, supérieur en taille à celui des États-Unis ou du Japon, ce qui leur permet de réaliser des économies d'échelle et des gains de productivité et contribue à la baisse des prix.

Les particuliers peuvent travailler plus facilement dans un autre pays de l'Union européenne car les États membres reconnaissent en grande partie les qualifications professionnelles et titres universitaires acquis dans un autre pays de l'Union.

Le marché intégré des services financiers, achevé et en cours d'application, permettra de réduire les coûts de l'emprunt pour les entreprises et les consommateurs et proposera aux épargnants un éventail plus large de produits d'investissements.

« La réalisation du Marché unique européen », [www.ladocumentationfrancaise.fr](http://www.ladocumentationfrancaise.fr), 2007

5) Rappelez ce qu'est un marché commun.

6) Quelles ont été les conséquences positives du marché commun européen (appelé marché unique) pour les entreprises et les ménages ?

### B) La monnaie unique permet de faciliter les échanges entre pays européens et de créer une monnaie internationale.

*Document 6 : les bénéfices d'une union économique et monétaire.*

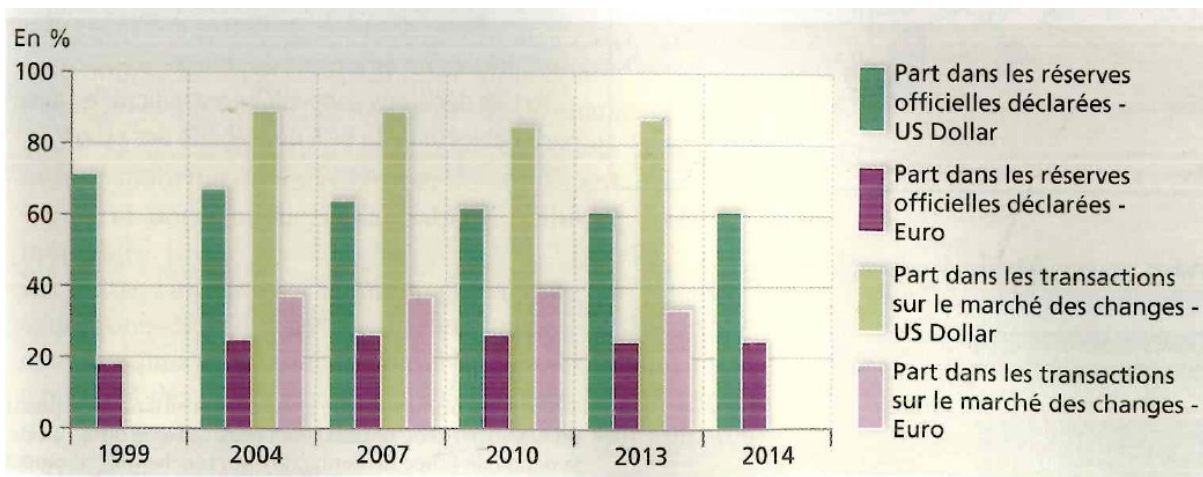
La monnaie unique offre des perspectives et des atouts liés à l'intégration et à l'échelle de l'économie de la zone euro, qui renforcent l'efficacité du marché unique. Avant l'euro, les opérations de change impliquaient des coûts et des risques supplémentaires ainsi qu'un manque de transparence dans les échanges transfrontaliers. Avec la monnaie unique, les échanges commerciaux dans la zone euro sont devenus plus rentables et moins risqués. Par ailleurs, la possibilité de comparer aisément les prix encourage tous les types d'échanges et d'investissements transfrontaliers, qu'il s'agisse des consommateurs recherchant un produit au moindre coût, des grands investisseurs institutionnels qui peuvent trouver un meilleur rendement dans la zone euro, sans les risques liés aux fluctuations des taux de change ou des entreprises désireuses d'obtenir la plus grande valeur ajoutée possible pour les services qu'elles paient. La zone euro englobe désormais un vaste marché intégré qui utilise la même monnaie.

[www.ec.europa.eu](http://www.ec.europa.eu)

7) Rappelez ce qu'est une union économique et monétaire.

8) Expliquez la phrase soulignée.

*Document 7 : l'euro, un concurrent du dollar ?*



**Note :** le total dépasse 100 % car toute opération de change implique 2 monnaies.

Sources : BRI (Enquêtes triennales 2013, 2010, 2007, 2004, 2001), FMI (COFER 1999-2014).

- 9) Quelle est la part de l'euro et du dollar dans les réserves de changes officielles en 2014 ?  
 10) Quelle place occupe le dollar sur le marché des changes en 2013 ? Et l'euro ?

### III] L'intégration économique et monétaire européenne est incomplète et souffre de problème de coordination.

#### A) L'union économique et monétaire limite les politiques économiques des États membres.

*Document 8 : la difficulté des politiques économiques.*

Le policy mix<sup>1</sup> européen est élaboré dans le cadre de l'Union économique et monétaire (UEM). [...] L'UEM s'est dotée d'une politique monétaire unique, définie de façon indépendante par la BCE. En revanche, la politique budgétaire demeure une compétence des États membres. [...] Les États membres ont toutefois, en principe, l'obligation de coordonner leurs politiques budgétaires et économiques nationales. [...]

Rappelons qu'il n'existe pas de politique budgétaire unique et la dimension réduite du budget communautaire, qui représente 1 % du PIB de l'Union européenne, soit environ 130 milliards d'euros, ne peut jouer le rôle traditionnellement dévolu à la politique budgétaire, par exemple en matière de stabilisation de la conjoncture. En outre, les rigidités inhérentes au processus de négociation du budget communautaire expliquent la non-réactivité de ce dernier en cas de choc économique. [...]

La crise de l'euro a d'ailleurs redonné à cette question son actualité. Elle a placé la zone euro dans une situation très délicate résultant du caractère boiteux de sa conception initiale : alors que la politique monétaire unique rend impossible l'adaptation à la diversité des situations, la forte dégradation des finances publiques fait disparaître toute marge de manœuvre budgétaire.

Pierre Bernard-Reymond, Richard Yung, *La gouvernance économique européenne*, Rapport d'information du Sénat n°49 (2010-2011), octobre 2010

<sup>1</sup> policy mix : combinaison des politiques budgétaires et monétaires.

#### 1. La politique monétaire, gérée par la BCE, est commune aux États membres.

*Rappel : les leviers de la politique monétaire : schéma « le fonctionnement de la politique monétaire de relance et de rigueur ».*

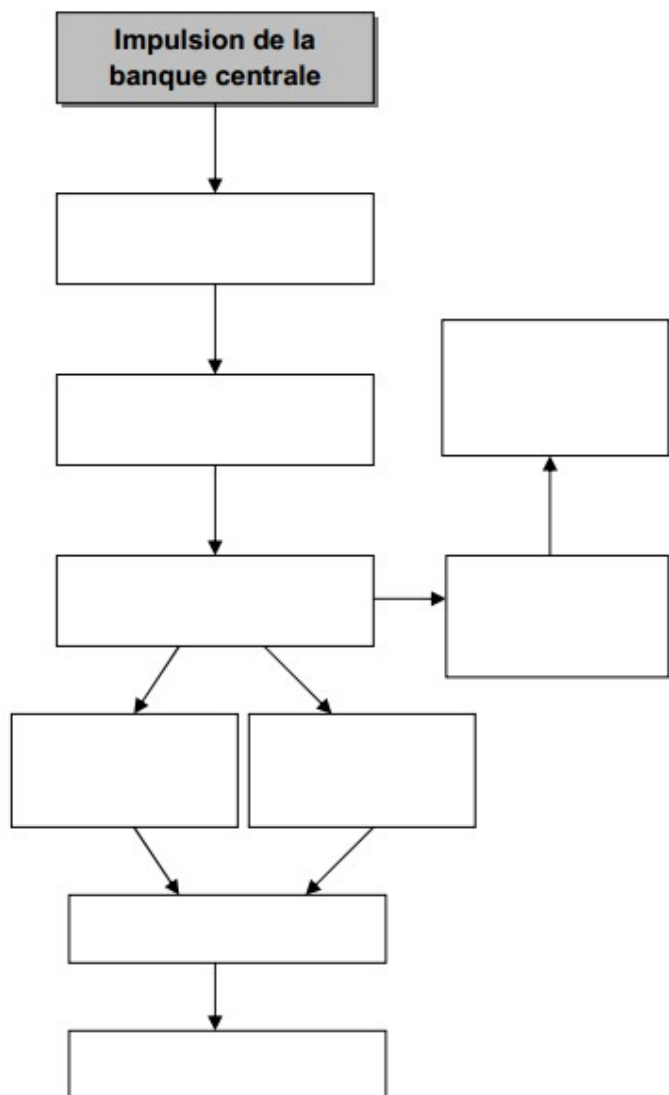
Replacer dans le schéma les mots suivants :

Hausse de l'emploi - hausse du volume de crédit  
 - risque d'inflation - baisse des taux d'intérêt  
 directeur – hausse de la consommation – hausse  
 de la production – hausse de la masse monétaire  
 – hausse de l'investissement – baisse des taux  
 d'intérêt par les banques commerciales.

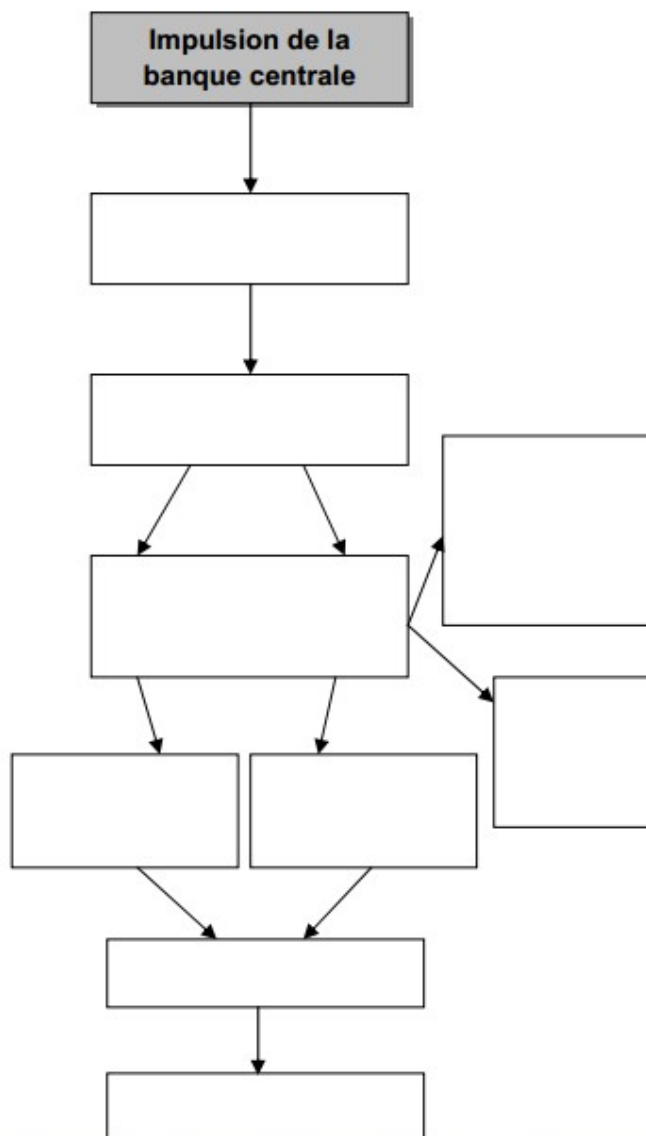
Replacer dans le schéma les mots suivants :

Risque de ralentissement de l'activité  
 économique - baisse du volume de crédit à  
 l'économie - désinflation - hausse des taux  
 d'intérêt directeur – baisse de la  
 consommation – baisse de la production –  
 baisse de la masse monétaire – baisse de  
 l'investissement – hausse des taux d'intérêt  
 par les banques commerciales.

**La politique monétaire de relance**



**La politique monétaire de rigueur**



Voir la vidéo : « La banque centrale européenne », Arte.  
<http://info.arte.tv/fr/la-banque-centrale-europeenne>

- 11) Les gouvernements nationaux ont-ils un pouvoir sur la BCE ?
- 12) Rappelez quel est l'objectif principal de la BCE ? Qu'est-ce qui la distingue de la FED ?

Document 9 : la BCE met en œuvre une politique monétaire commune pour les membres de la zone euro.

Les pays de la zone euro sont obligés de partager la même politique monétaire, bien que leurs conjonctures économiques soient divergentes. La BCE fixe son taux d'intérêt à court terme et celui-ci est le même pour tous les pays de la zone. Mais les taux d'inflation varient d'un pays à l'autre. De ce fait, les taux d'intérêt réels, une fois l'inflation prise en compte, peuvent être très différents. [...] Le paradoxe de la zone euro

est donc que les pays à croissance lente, comme la France, subissent des taux d'intérêt réels élevés contrairement à leurs besoins, car ils n'ont pas d'inflation, alors que les pays à croissance rapide, comme l'Irlande, subissent des taux d'intérêt réels trop bas pour réduire leur inflation. [...]

Comment l'Europe pourrait-elle s'en sortir ? Un accord sur un niveau de croissance désiré est difficile. Pour des raisons démographiques, certains pays ont besoin d'une croissance forte pour maintenir le plein-emploi, d'autres non. En outre, les niveaux de vie demeurent très inégaux au sein de la zone euro et le rattrapage suppose une croissance plus rapide des pays les plus pauvres.

Arnaud Parienty, « Zone euro: de la convergence à l'éclatement ? », *Alternatives économiques*, 2010

13) Qu'est-ce qu'un taux d'intérêt réel ?

14) Quel est l'impact sur la croissance d'un faible taux d'intérêt réel ? Expliquez les mécanismes.

15) Quel est donc le problème posé par la politique monétaire commune face à des pays aux besoins différents ?

## 2. La politique budgétaire est autonome mais contrainte par le pacte de stabilité et de croissance.

*Rappel : les leviers de la politique budgétaire.*

	Politique de relance	Politique de rigueur
Dépenses publiques		
Recettes fiscales		
Solde budgétaire		
Effet sur l'activité économique		

*Document 10 : la politique budgétaire est encadrée par le PSC.*

La Banque centrale européenne (BCE) a reçu pour mission d'assurer, en toute indépendance des pouvoirs politiques, la stabilité des prix dans la zone euro. Les traités européens sont formels sur la priorité de cet objectif. Pour le respecter, la BCE s'est dotée d'une stratégie qu'elle a appliquée scrupuleusement depuis la naissance de l'euro. D'ailleurs, elle n'a eu de cesse, en régime normal, d'insister sur la cohérence de toutes ses décisions au regard de la stabilité des prix. [...]

Le Pacte de stabilité et de croissance s'inscrit dans le cadre général de la coordination des politiques économiques prévue par les traités depuis la création de l'euro. Il répond aux dispositions stipulant que les États membres « évitent les déficits excessifs ». Le PSC entend imposer aux participants à la zone euro une culture de stabilité des finances publiques. Il s'agit d'empêcher que la situation budgétaire d'un État entraîne une fragilisation de l'ensemble de la zone monétaire en diffusant, à travers des effets de débordement, des pressions inflationnistes, des tensions sur les taux d'intérêt et une perte de la valeur externe de l'euro. En effet, un déficit public et l'accroissement de la dette d'un État membre peuvent entraîner, pour l'ensemble de la zone euro, des pressions sur les prix (par une augmentation de la demande de biens et services) et sur les taux d'intérêt (par un surcroît de demande de financement), tout cela risquant de générer, en plus, des impacts négatifs sur la valeur externe de la monnaie unique. De fait, le PSC vient largement en appui de la politique de stabilité des prix pilotée par la BCE.

Michel Devolui, « L'euro et le PSC dans la tourmente », *Cahiers français* n°359, novembre-décembre 2010

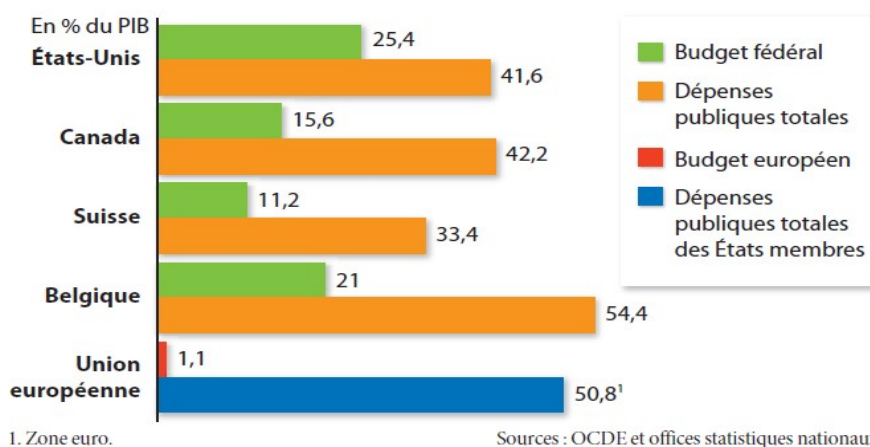
16) Quelle est la logique principale du pacte de stabilité et de croissance ?

**Situation des pays de l'Union européenne au regard des critères du PSC**

	Solde des finances publiques (en % du PIB)	Dette publique (en % du PIB)	Taux d'inflation (en %)	Taux d'intérêt à long terme (en %)	Taux de croissance du PIB en volume (en %)
	2011	2011	2011	2011	2011
Allemagne	-1,0	81,2	2,5	2,61	3,3
Espagne	-8,5	68,5	3,1	5,44	0,1
France	-5,2	86,0	2,3	3,32	2,0
Grèce	-9,1	165,3	3,1	15,75	-7,1
Irlande	-13,1	108,2	1,2	9,60	2,2
Critère du PSC			X	X	X

Banque de France ; Commission européenne ; Eurostat, décembre 2012

Document 12 : l'absence de politique budgétaire européenne commune.



17) Comparez le budget fédéral est Etats-Unis et celui de l'UE, en le comparant à leur dépenses publiques totales.

**B) Des difficultés de coordination face à la divergence des économies européennes.**

**1. Les économies de l'union européenne divergent.**

Document 13 : la convergence des économies européenne ne s'est pas produite.

L'Union économique et monétaire s'est créée avec l'ambition de construire un espace économique européen harmonieux et de couronner ainsi la réalisation du marché unique amorcée en 1985. Cet objectif nécessitait au préalable le respect des critères de convergence définis dans le traité de Maastricht (1992). Les années 1990 ont été celles de la convergence des taux d'inflation, des taux d'intérêt et des taux de change dans tous les pays. Même si une certaine disparité des dettes et des déficits publics a persisté, les taux d'intérêt réels ont alors convergé très rapidement vers les taux allemands, les plus bas. Les partisans de l'union monétaire tablaient sur l'abaissement des primes de risque (risque inflationniste, risque de change) pour assurer une convergence réelle<sup>1</sup> entre les pays membres. Associée à une liberté de mouvements des capitaux, la convergence nominale entraînerait une croissance des investissements productifs dans les pays jusqu'alors faiblement dotés en capital, d'où une hausse de la productivité et des salaires, tout en maintenant leur compétitivité et donc une stabilité de leur compte courant. [...] Si l'on a pu constater dans les années 1990 un début de convergence réelle, avec notamment le rattrapage des pays de la périphérie de l'UEM, force est de constater que ce schéma n'a pas fonctionné.

Mouhamadou Sy, « Convergence des économies européennes vingt ans après », Centre d'Analyse stratégique, Note d'analyse, n° 286, Septembre 2012



<sup>1</sup> La convergence réelle désigne la convergence des structures de production, des cycles d'affaires et des grandeurs réelles comme la productivité. Par opposition à la convergence nominale qui désigne la convergence des grandeurs nominales comme les prix et les agrégats monétaires.

18) Pourquoi la création de l'UEM devait aboutir à une convergence des économies des pays membres ?

*Document 14 : Situation de quelques pays de l'Union Économique et Monétaire*

	Solde des finances publiques (en % du PIB)	Dettes publiques (en % du PIB)	Taux d'inflation (en %)	Taux de croissance du PIB en volume (en %)	Taux de chômage (%)
	2013	2013	2013	2013	2013
<b>Allemagne</b>	-0,1	77,4	1,6	0,3	5,2
<b>Espagne</b>	-6,9	93,7	1,5	-1,7	16,1
<b>France</b>	-4,1	92,3	1	0,7	10,3
<b>Grèce</b>	-12,4	177	-0,9	-3,2	27,5
<b>Irlande</b>	-5,7	120	0,5	1,4	13,1
<b>Pays-Bas</b>	-2,4	67,9	2,6	-0,5	7,3
<b>UE</b>	-3,3	85,5	1,5	0,2	10,8

Eurostat et OCDE, 2014

19) Peut-on dire que les économies de la zone euro ont convergé ?

## 2. Les politiques unilatérales peuvent renforcer les divergences.

*Document 15 : les États membres ont recours à des politiques non coopératives.*

Quant aux politiques nationales adoptées depuis la fin des années 1990, elles ont accru les divergences. L'Espagne a favorisé la bulle immobilière avec une législation souple et des incitations fiscales. L'Allemagne a accru sa compétitivité à l'exportation, non seulement par la modération salariale, l'innovation et la qualité - notamment au sein du Mittelstand<sup>1</sup> -, mais aussi en baissant ses charges sociales et en augmentant sa TVA, ce qui constitue, au sein de la zone euro, l'équivalent d'une dévaluation compétitive. Il s'agit donc d'une mesure non coopérative. Et ce n'est malheureusement pas le seul exemple. Ainsi, l'Irlande, membre de l'euro, applique un taux d'imposition sur les sociétés de 12,5 %, ce qui fait perdre de la recette fiscale à tous les autres pays européens, même en l'absence de transfert d'activité, par la possibilité qu'ont les entreprises transnationales de déplacer comptablement leur bénéfice. Malgré l'euro, il y a donc trop peu de politique commune en matière de fiscalité.

Olivier Lacoste, « Les péchés originels de l'Euro », *Alternatives Économiques*, Hors-série n°95, décembre 2012

<sup>1</sup> Mittelstand : ensemble d'entreprises de taille intermédiaire, c'est-à-dire entre les PME et les grandes entreprises.

20) En quoi consiste la politique de « dévaluation compétitive » menée par les autorités allemandes ? Quel est le but ?

21) En quoi ce texte illustre-t-il la notion d'interdépendance économique ?

## 3. L'UE et la zone euro souffrent de problème de coordination.

*Document 16 : les États membres ont recours à des politiques non coopératives.*

En dehors du climat, des paysages et de l'histoire, l'Irlande et l'État du Nevada ont bien des choses en commun. Tous deux dépendent fortement des biens et services qu'ils vendent à leurs voisins. Tous deux ont

connu un boom économique pendant la plus grande partie de la dernière décennie. Tous deux ont connu une énorme bulle de l'immobilier, qui a ensuite éclaté dans la douleur. Tous deux subissent aujourd'hui un taux de chômage d'environ 14 %. Et tous deux font partie d'une union monétaire : l'Irlande appartient à la zone euro, le Nevada à la zone dollar, également connue sous le nom États-Unis d'Amérique. Pourtant, la situation du Nevada est bien moins désespérée que celle de l'Irlande. Certes, leurs budgets respectifs ont été durement affectés par la crise. Mais l'essentiel des dépenses dont dépendent les habitants du Nevada provient de programmes fédéraux. En particulier, les retraités qui se sont installés au Nevada pour profiter du soleil n'ont pas à craindre que la diminution des recettes fiscales de l'Etat ne mette en danger leur pension ou leur couverture santé. En Irlande, en revanche, les retraites comme les dépenses de santé sont amputées. En outre, le Nevada, contrairement à l'Irlande, n'a pas à s'inquiéter du coût du sauvetage des banques, [...] les pertes, comme le versement des pensions et le remboursement des frais de santé, seront couverts par Washington. [...] Il y a un autre avantage à être un Etat américain : les Américains sont extrêmement mobiles. Si l'on en croit les schémas historiques de migration, le taux de chômage du Nevada rejoindra au cours des prochaines années le taux moyen américain.

Quel rapport y-a-t-il entre cet exemple et le débat pour ou contre l'euro ? Eh bien, lorsque la monnaie unique fut proposée, une question qui s'est aussitôt posée fut de savoir si cette monnaie fonctionnerait aussi bien que le dollar en Amérique du Nord. Et la réponse, de toute évidence, était non – pour les raisons, précisément, que l'exemple Irlande-Nevada a mis en lumière. L'Europe n'est pas budgétairement intégrée : les contribuables allemands ne prennent pas automatiquement en charge une partie du coût des retraites grecques ou du sauvetage des banques irlandaises. L'Amérique a une union monétaire qui fonctionne, et nous savons pourquoi elle fonctionne : parce qu'elle coïncide avec une nation – une nation dotée d'un solide gouvernement central, d'une langue commune et d'une culture partagée. L'Europe est dépourvue de tout cela.

Paul Krugman, « L'Europe peut-elle être sauvée », *New York Times*, 2011

22) Rappelez ce qu'est un policy-mix ?

23) Pourquoi, selon l'auteur, le Nevada a-t-il mieux résisté à la crise d'endettement que l'Irlande ?

24) Pourquoi les États-Unis et la zone euro sont-ils comparables d'un point de vue monétaire ?

25) Au-delà de l'absence de budget fédéral, quelles sont les autres faiblesses de la zone euro par rapport aux États-Unis ?

### **Sujets tombés les années précédentes :**

#### **Dissertation :**

- Quelles sont les difficultés des États membres de l'Union économique et monétaire pour coordonner leurs politiques conjoncturelles ? (France métropolitaine, 2016)

#### **EC1 :**

- Dans le cadre de l'Union européenne, présentez deux avantages de l'union économique et monétaire. (Liban, 2014)

- Présentez deux caractéristiques d'une Union économique et monétaire. (Nouvelle-Calédonie, 2014)

- Présentez un argument montrant que la mise en place d'une union économique et monétaire constitue une expérience originale d'intégration pour les membres de l'Union européenne. (Pondichéry, 2015)

- Montrez que l'appartenance à l'Union économique et monétaire impose des contraintes en matière de politique budgétaire. (Liban, 2016)

- Vous présenterez deux effets de l'adoption d'une monnaie unique pour les pays de la zone euro. (Autres centres étrangers, 2016)

- Présentez deux raisons pour lesquelles certains pays européens ont souhaité se doter de l'euro. (Antilles-Guyane, 2016)

#### **EC3 :**

- Vous expliquerez que la constitution d'une union économique et monétaire a été une étape importante de l'intégration européenne. (Antilles-Guyane, 2013)

- Vous montrerez que l'union économique et monétaire renforce les interdépendances entre les politiques conjoncturelles des États membres. (Pondichéry, 2014)

- Vous montrerez que les pays de l'Union européenne connaissent des difficultés à coordonner leurs politiques économiques. (France métropolitaine, 2014)